

ARRÊTÉ DCPAT 2026 N ° 136 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société FLORENTAISE - OMBRÉE-D'ANJOU
Exploitation d'un terril ardoisier

LE PRÉFET

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral DIDD-2020-n° 190 du 17 septembre 2020, autorisant le changement d'exploitant au profit de la société FLORENTAISE de l'autorisation d'exploiter un terril de schistes ardoisiers au lieu-dit « Bel-Air » sur le territoire des communes de Ombree-d'Anjou (à Combrée) et Bouillé-Ménard ;

Vu le rapport et les propositions de la directrice de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), inspection des installations classées, en date du 6 novembre 2025;

Vu le projet d'arrêté porté le 24 novembre 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors d'une visite de contrôle en date du 16 février 2021, l'inspection des installations classées a constaté que la société FLORENTAISE ne disposait pas d'un acte de cautionnement valide correspondant au montant des garanties financières prévues par l'article R.516-1 du Code de l'environnement pour l'exploitation de sa carrière autorisée par l'arrêté préfectoral du susvisé ;

Considérant qu'il ressort du constat de l'inspection des installations classées que l'exploitant ne respecte pas les dispositions réglementaires prévues, notamment par l'article R. 516-1 du Code de l'environnement qui prévoit que l'exploitation d'une carrière est subordonnée à la mise en place de garanties financières ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société FLORENTAISE de

respecter l'article R. 516-1 du Code de l'environnement afin d'être en mesure d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement en cas de cessation d'activités ;

Arrête

Article 1 - Prescriptions concernées par la mise en demeure

La société FLORENTAISE dont le siège social est situé Le Grand Pâtis à Saint-Mars-du-Désert (44 850), exploitant la carrière de schistes ardoisiers à ciel ouvert au lieu-dit « Bel-Air » sur les communes d'Ombree d'Anjou (à Combrée) et de Bouillé-Ménard est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement en disposant des garanties financières dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

À cet effet, l'exploitant transmet au préfet l'acte de cautionnement actualisé valide et conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Les éléments de calculs justifiant l'actualisation accompagnent la transmission de cet acte de cautionnement (indice TP01 utilisés, note de calcul et plans associées).

Article 2 – Frais

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 - Non exécution de la prescription

Dans le cas où l'obligation prévue au titre 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même titre, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 – Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administratives prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de Justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la Sous-préfète de Segré-en-Anjou Bleu, le Maire de la commune d'Ombree-d'Anjou, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire et la Colonelle commandant le Groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société FLORENTAISE.

Fait à ANGERS, le **29 JAN. 2026**



François PESNEAU

S. E. JAL 0305